

2

**DES FILLES INSTRUITES,
UNE FORCE SANS
ÉQUIVALENT À L'APPUI
DU DÉVELOPPEMENT**





Sonia Yeo/UNICEF/2003

L'éducation est un droit fondamental de chaque être humain. Ce fait tout simple est au cœur de l'engagement de l'UNICEF en faveur de l'éducation des filles. Cela signifie qu'aucune fille, si pauvre soit-elle, si désespérée que soit la situation de son pays, ne doit être empêchée d'aller à l'école. Rien ne peut excuser le refus de la laisser donner la pleine mesure de ses capacités.

L'éducation sauve et améliore la vie des filles et des femmes. Elle permet aux femmes de mieux contrôler leur vie et leur inculque les compétences dont elles ont besoin pour apporter leur contribution à la société où elles vivent. Elle les forme à prendre des décisions par elles-mêmes et à influencer leur famille. C'est de ce pouvoir que découlent tous les autres avantages pour le développement et la société. La présence des femmes dans les gouvernements, les familles, les communautés locales, l'économie et la prestation de services et l'influence qu'elles y exercent relèvent du bien commun. Elles débouchent sur un développement plus équitable, des familles plus solides, des services de meilleure qualité et une meilleure santé de l'enfant [voir *Encadré sur les filles « karatéka » de Biha, (Inde), page 25*].

Une spirale bénéfique

En plus des avantages qu'elle procure aux filles et aux femmes, l'éducation est une force créative sans équivalent qui affecte des pans entiers de la société et du développement. On se demande encore, à propos du financement de l'éducation, s'il convient de donner la priorité à l'enseignement primaire, secondaire ou supérieur. Mais ce genre de débat obscurcit la question essentielle pour les jeunes filles : leur droit à une éducation de base. Si elles n'en profitent pas, elles sont immanquablement privées d'instruction secondaire et de tous les avantages qui lui sont associés.

L'éducation des filles présente de nombreux avantages à long terme, et notamment :

- **Consolidation du développement économique.** Des décennies de recherche ont abondamment prouvé le lien qui existe entre la généralisation de l'éducation de base et le développement économique – et l'impact est encore plus bénéfique dans le cas de l'éducation des filles. Les régions qui ont investi à long terme dans l'éducation des

filles, telles que l'Asie du Sud-Est et, au moins jusqu'à la crise de la dette des années 80, l'Amérique latine, ont dans l'ensemble enregistré une hausse du niveau de développement économique. La progression du taux d'inscription des filles dans les écoles primaires fait augmenter le produit intérieur brut par habitant⁸. Les pays qui ne réussissent pas à mettre l'instruction des femmes au même niveau que celle des hommes non seulement augmentent le coût de leurs efforts de développement mais subissent un ralentissement de leur croissance et une diminution du revenu de leurs habitants⁹. De plus, le développement économique et, partant, l'augmentation du revenu par famille peuvent aider à convaincre des parents réticents de renoncer à l'avantage économique à court terme du travail de leurs filles et de les envoyer à l'école, ce qui sera bénéfique à long terme pour l'économie de leur pays.

- **Éducation de la génération suivante.** Les filles

instruites devenues mères sont nettement plus enclines à envoyer leurs enfants à l'école : de la sorte, ce sont à la fois leurs enfants et la société qui recueillent des avantages multipliés d'une génération sur l'autre. L'une des conclusions les plus claires auxquelles a abouti une analyse récente des données sur les ménages en provenance de 55 pays et de deux États indiens effectuée par l'UNICEF est que les enfants de femmes instruites ont beaucoup plus de chances d'aller à l'école. Autre point : plus les femmes ont été scolarisées, plus il y a de chances que leurs enfants profiteront également des avantages de l'instruction¹⁰. Cette analyse récente confirme une étude qui a montré comment l'alphabetisation et les aptitudes linguistiques acquises par les filles à l'école se traduisent par une amélioration de la santé non seulement pour elles-mêmes et leurs enfants mais aussi pour leurs petits-enfants¹¹.

- **L'effet multiplicateur.** L'impact de l'éducation se fait sentir au-delà du simple apprentissage, car

Grâce aux succès obtenus par leurs enfants, comme ceux de cette école d'Égypte, les communautés isolées peuvent s'ouvrir sur le monde.



elle exerce une influence positive sur la plupart des aspects de la vie d'un enfant. Par exemple, les enfants qui vont à l'école ont plus de chances d'apprendre ce qu'ils doivent savoir pour demeurer en bonne santé, notamment pour se prémunir contre les maladies. L'éducation des filles, plus vulnérables au VIH que les garçons, offre une protection à celles qui courent des risques. Il s'agit là d'avantages intergénérationnels dans la mesure où les femmes qui savent se protéger contre le VIH/SIDA sont plus enclines à envoyer leurs enfants à l'école¹². De plus, des enfants instruits risquent moins d'être victimes de la traite ou d'être exploités dans leur travail ou de subir des mauvais traitements; et comme tous ces dangers menacent davantage les filles, l'éducation revêt une importance particulière pour leur protection et exerce une influence qui dépasse le cadre de la salle de classe. (Voir chapitre 4.)

- **Amélioration de la santé des familles.** Pour la société, l'éducation des filles introduit, entre

autres avantages, un meilleur équilibre entre la taille de la famille et ses ressources. Lorsqu'une société veille à ce que les mères reçoivent une instruction, les enfants sont en meilleure santé et ils sont moins nombreux à mourir. Les enfants des femmes plus instruites sont généralement mieux nourris et tombent malades moins souvent. L'éducation de la mère a un impact si important sur la santé et la nutrition de son enfant que chacune de ses années d'instruction réduit le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans de 5 à 10 pour cent, selon une analyse de données recueillies dans le monde en développement¹³.

- **Diminution des décès maternels.** Les femmes qui sont allées à l'école courent moins le risque de mourir en couches. En réduisant le nombre des naissances, la scolarisation a pour conséquence que lorsque 1 000 femmes bénéficient d'une année de scolarité supplémentaire, on évite 2 décès maternels¹⁴. La recherche a établi que la mortalité maternelle peut également être réduite

ENCADRÉ 3

Égypte : réaliser ses rêves

Awatif Morsy n'oubliera jamais le jour où elle a entendu dire qu'une nouvelle école allait ouvrir ses portes dans son village.

« Quelqu'un est venu chez nous demander les noms des enfants qui n'allaient pas à l'école », se souvient-elle. « Ma mère leur a donné mon nom. J'étais folle de joie. »

Comme la plupart des enfants de 8 ans du village de Beni Shara'an, Awatif passait jusque là sa vie à travailler dans les champs de blé des environs, un travail pénible, et à rester cloîtrée chez elle. Pour des filles comme elle, la nouvelle école – une simple salle de classe au rez-de-chaussée d'une ancienne maison – était un rêve devenu réalité.

« On allait regarder les ouvriers décorer la salle. Tout était lumineux et coloré.

Il y avait des jeux et des images, des choses que je n'avais jamais vues avant. »

Mais au village, tout le monde ne manifestait pas le même enthousiasme, du moins au départ. Certains agriculteurs craignaient que l'école ne les privât de la main-d'œuvre bon marché que constituaient les enfants. Même le beau-père d'Awatif n'était pas convaincu.

« Pourquoi est-ce qu'une fille a besoin de s'instruire ? », demandait-il.

Heureusement, ce n'était pas l'avis de Farouk Abdel Naim, le vieux marchand que l'on avait persuadé de faire don des locaux qui allaient servir d'école. « J'ai fini par penser que l'éducation d'une fille est encore plus importante que celle d'un garçon », explique

M. Abdel Naim. « Un homme arrive toujours à se sortir de la situation dans laquelle il se trouve, contrairement à une fille. Pour se débrouiller dans la vie, il faut qu'elle soit instruite. »

Il est aujourd'hui difficile de trouver à Beni Shara'an une personne de plus de huit ans qui ne soit pas du même avis. L'école, qui comprend maintenant trois salles de classe, est aujourd'hui considérée comme un bon investissement dont la communauté tire des résultats concrets.

Prenez l'exemple d'Ahmed Abdel Jaber, commerçant. Lui-même illettré, il a envoyé sa fille Rawia à l'école dès que celle-ci a ouvert ses portes.

« Avant que Rawia n'aille à l'école, la comptabilité de ma boutique était complètement en désordre », se

par une meilleure connaissance des pratiques sanitaires, par l'utilisation des services de santé pendant la grossesse et l'accouchement, par une nutrition améliorée et par l'allongement de l'espace des naissances : une femme instruite a beaucoup plus de chances de savoir tout cela¹⁵.

Les lacunes du développement

La communauté internationale s'est engagée à traiter l'éducation des filles comme un droit fondamental et les avantages que peut procurer l'investissement dans ce domaine ne sont un mystère pour personne; pourtant, l'éducation des filles n'est toujours pas considérée comme un investissement prioritaire en matière de développement. Les raisons en sont complexes et tiennent non seulement à la politique d'éducation, mais à des approches du développement qui privilégient depuis longtemps les facteurs économiques aux dépens des droits fondamentaux.

Modèles de croissance. Naguère, les conceptions du

développement étaient souvent profondément marquées par la conviction que la croissance économique, évaluée à l'aune du produit brut, primait tout le reste. On posait en principe qu'à mesure que la valeur totale des biens produits et des services fournis par un pays donné pendant un an augmenterait, la pauvreté et l'inégalité reculeraient automatiquement, pour ainsi dire par magie. Chacun, pensait-on, riche ou pauvre, homme ou femme, récolterait les fruits de la croissance économique.

Cette conception de la croissance, jugée essentielle pour le développement de la productivité d'un pays, a dû être souvent retouchée et redéfinie car les résultats lamentables enregistrés d'année en année par les pays en développement ont montré les insuffisances de ce modèle. La croissance est demeurée limitée dans presque tous les pays en développement et il n'a pas été possible d'établir à partir de données concordantes que ce type de croissance pouvait à lui seul faire reculer la pauvreté et l'inégalité.

souvent-il. « Mais très vite, elle s'est occupée de mes registres et a aidé sa sœur aînée à lire et à écrire. »

Dans un village où l'analphabétisme est la norme, on entend souvent dire à quel point l'éducation d'une fille contribue de façon décisive à la qualité de vie et aux activités commerciales.

On entend dire que l'ordonnance d'un médecin ou les instructions inscrites sur un sac d'engrais deviennent tout à coup lisibles. Que les programmes éducatifs à la télévision commencent à être compréhensibles. Et, surtout, que l'exemple donné par les enfants a encouragé de nombreux adultes à suivre des cours d'alphabétisation.

On peut dire sans exagération que grâce aux efforts de ces enfants, un village isolé porte désormais un nouveau regard sur le monde.

Alors que la campagne de scolarisation des filles égyptiennes donnait des résultats à Beni Shara'an et ailleurs, les effets n'ont pas tardé à se faire sentir à l'échelle nationale. En 2000, l'Égypte a présenté une Initiative en faveur de l'éducation des filles, à quelques mois de la version mondiale de cette campagne dont le Secrétaire général des

Nations Unies, Kofi Annan, a donné le coup d'envoi à Dakar (Sénégal).

L'initiative égyptienne s'appuyait sur l'action menée avec succès par l'UNICEF et le Gouvernement égyptien depuis le début des années 1990 : environ 200 écoles communautaires et 3 500 écoles d'une seule salle de classe ont été ouvertes. L'objectif était d'étendre ce modèle d'action en faveur des filles aux sept gouvernorats ruraux les plus hostiles à l'éducation des filles.

La suite des événements a ensuite été aussi rapide que favorable. Au cours d'une série de réunions de haut niveau présidées par la femme du Président, Son Excellence Mme Suzanne Moubarak, l'éducation des filles a été promue au rang de priorité absolue du développement de l'Égypte pour les cinq années à venir. Cette priorité se doublait d'une volonté de combler d'ici à 2007 l'écart entre filles et garçons et d'éduquer ainsi un demi-million de filles non scolarisées.

Un groupe de travail national a été créé, réunissant une douzaine de ministères, ainsi que des ONG et des organismes des Nations Unies. La stratégie générale visait à garantir une approche intégrée de l'éducation des

filles, faisant appel à différents secteurs et formant de solides partenariats entre les pouvoirs publics et la société civile.

Dans les sept gouvernorats ciblés, des groupes de travail locaux se sont constitués au terme de consultations. Il s'agissait de groupes de bénévoles, constitués de membres de la communauté, de parents, de filles scolarisées ou non, d'ONG et de représentants des pouvoirs publics, grâce à la participation desquels les collectivités locales devaient être véritablement maîtres des écoles qui leur étaient destinées.

L'ensemble du processus a été supervisé par le Conseil national pour l'enfance et la maternité, qui a pour Secrétaire général Moushira Khattab, et a bénéficié de l'appui de sept institutions du système des Nations Unies*. Le Conseil a favorisé un mode de planification participative et coordonne maintenant la mise en service d'écoles adaptées aux filles. Il est prévu d'ouvrir cette année 3 000 établissements de ce type. Mme Moubarak a posé en mai 2003 la première pierre de la première salle de classe adaptée aux filles.

D'après l'administrateur de l'UNICEF chargé de l'éducation, Dr Malak

Par ailleurs, les aspects économiques du développement ne faisaient pas de distinction entre les sexes. On ne se demandait pas si la situation des femmes par rapport aux hommes influait sur leur participation au développement économique. On voulait aussi ignorer le secteur de l'économie que l'on appelle « prestation de soins non rémunérés », à savoir le travail domestique et les différents types de soins assurés surtout par les femmes et sur lesquels comptait le secteur « productif » de l'économie. Qui plus est, on n'était guère conscient que les avantages revenant à un ménage pouvaient être inégalement distribués en son sein en raison des relations de pouvoir existant entre les hommes et les femmes.

Dans les années 80, les déboires des modèles de croissance ont conduit la Banque mondiale et le Fonds monétaire international à se lancer dans l'application de programmes d'ajustement structurel visant à comprimer les dépenses publiques et à laisser aux prix et mesures d'incitation davantage de latitude pour trouver leur propre niveau sur le mar-

ché. L'ajustement se traduisait souvent par une réduction des subventions publiques à l'éducation, à la santé et à l'alimentation, qui affectait les pauvres de façon disproportionnée. Ces compressions budgétaires ont été plus particulièrement préjudiciables aux femmes pauvres, qui ont dû travailler encore plus dur à la maison comme à l'extérieur pour que leur famille puisse s'en sortir¹⁶. Au demeurant, l'ajustement a été un échec en soi, aboutissant à une croissance économique quasiment nulle. Comme le montre la figure 3, la croissance par habitant des pays en développement s'est effondrée alors même que les prêts d'ajustement de la Banque et du FMI montaient en flèche. Une étude de la Banque réalisée en 2000 a conclu que d'une manière générale, la croissance du revenu par habitant des pays en développement pendant les années 80 et 90 a été nulle¹⁷.

Dès les années 90, on considérait comme viciée l'hypothèse selon laquelle la croissance économique pourrait à elle seule conduire au développement humain. Le contraire semble vrai : le développement

Zaalouk, l'une des grandes priorités du projet était de faire en sorte que, dans les collectivités desservies, les écoles représentent plus qu'un simple lieu d'enseignement.

« La réduction de la pauvreté est le problème de fond », explique Dr Zaalouk. « Des repas sont par exemple fournis dans les écoles avec l'appui du Programme alimentaire mondial et du Ministère de l'agriculture. Il y a également dans chaque école des installations sanitaires et des soins de santé, et une forte participation communautaire. L'objectif général est de faire en sorte que la population des régions les plus défavorisées de l'Égypte s'implique véritablement dans la réussite des écoles. »

Au fil des ans, l'action menée en Égypte a été de plus en plus reconnue à l'échelle internationale, et Awatif Morsy a participé à ce processus. En 2001, Awatif a été l'un des trois enfants représentant l'Égypte à Kampala (Ouganda), lors d'une grande réunion organisée en préparation de la Session extraordinaire des Nations Unies consacrée aux enfants.

Elle se souvient encore de l'exaltation de son premier voyage à l'étranger et

des responsabilités dont elle était investie lorsqu'elle a animé l'une des séances de la conférence. « Si je n'étais pas allée à l'école, je n'aurais jamais eu cette chance », dit-elle avec enthousiasme.

Excellente élève dans un établissement scolaire local (et auteur en herbe de nouvelles), Awatif se prépare à faire des études universitaires et à son avenir. « Beaucoup de gens ici veulent que je sois médecin », dit-elle. « Mais, moi, je veux être enseignante pour transmettre à d'autres enfants ce que j'ai appris. »

Elle s'est déjà attelée à la tâche. Awatif est un exemple à suivre aux yeux des filles du village. Notamment auprès de Faten, âgée de 11 ans : « J'ai lu toutes les nouvelles d'Awatif, dit-elle. Je veux être exactement comme elle un jour. »

**Les écoles
représentent plus
qu'un simple lieu
d'enseignement.**

*Organisation internationale du Travail, Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, UNESCO, Fonds des Nations Unies pour la population, Banque mondiale et UNICEF.

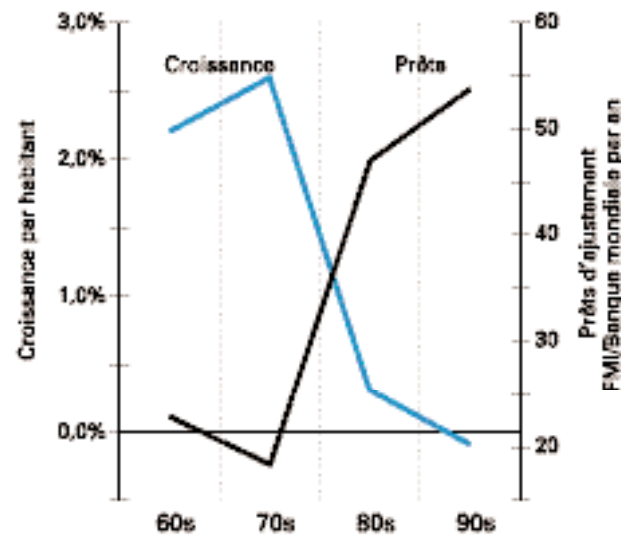
humain peut stimuler la croissance économique¹⁸. Une étude portant sur 49 pays réalisée par l'UNICEF montre que les pays qui ont obtenu le taux de croissance annuelle moyenne le plus élevé entre 1990 et 2000 ont été ceux dont la situation de départ en 1980 était caractérisée par une faible mortalité post-infantile et un faible taux de pauvreté monétaire, tandis que les pays dont l'économie a en fait marqué un recul pendant cette décennie ont été ceux qui affichaient tous en 1980 un fort taux de mortalité post-infantile ou de pauvreté monétaire ou les deux. (Voir Figure 4 : *développement humain et croissance économique.*)¹⁹

Il est aujourd'hui plus généralement admis que le développement, pour être digne de ce nom, doit transcender la science économique. Par ailleurs, on est de mieux en mieux conscient – en particulier depuis le Programme d'action adopté à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995 – qu'il est indispensable de prendre en compte l'objectif de la parité hommes-femmes dans les aspects économiques du développement et que l'on ne saurait faire reculer durablement la pauvreté sans promouvoir le renforcement des moyens d'action des femmes²⁰.

Modèles d'instruction universelle. La politique en matière d'éducation a mis du temps à comprendre que la scolarisation des filles est indispensable pour que l'objectif de l'éducation pour tous puisse être atteint dans un pays donné. Dans les premières années du mouvement en faveur du développement, c'est-à-dire au moment où un grand nombre de pays venaient d'accéder à l'indépendance, tout le monde ne jurait que par l'éducation et le rôle essentiel qui devait lui revenir dans la marche en avant du pays. Mais la tâche d'instruire tous les enfants était immense. En 1960, moins de la moitié des enfants âgés de 6 à 11 ans vivant dans le monde en développement étaient inscrits à l'école primaire et, en Afrique subsaharienne, un enfant seulement sur 20 fréquentait l'école secondaire. Et en 1980, en dépit de certains succès (l'inscription à l'école primaire avait doublé pour l'ensemble de l'Asie et de l'Amérique latine et triplé en Afrique²¹), des millions d'enfants, des filles en majorité, n'allaient toujours pas à l'école. La rapidité de l'accroissement démographique faisait systématiquement obstacle au progrès en continuant de devancer l'augmentation des effectifs scolaires.

Dans les années 80, l'ajustement structurel a aggravé la situation. Une étude portant sur les pays d'Afrique subsaharienne qui s'y sont pliés entre 1980 et 1993 montre que la diminution moyenne des dépenses par habitant en valeur réelle a été de 14 pour cent pendant la période d'ajustement²². Douze

FIGURE 3 PRÊTS DU FMI/BANQUE MONDIALE PAR RAPPORT À LA CROISSANCE



Source : Easterly, William, *The Elusive Quest for Growth*, MIT Press, Cambridge et Londres, 2001.

des 15 pays appartenant à ce groupe ont enregistré une baisse des dépenses d'éducation par habitant.

En 1990, la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous tenue à Jomtien (Thaïlande) a constaté le désintérêt chronique pour le droit des enfants à l'éducation dans les pays les plus pauvres, en particulier le désintérêt pour les droits des filles, qui, dans le cadre de l'ajustement structurel des années 80, a été aggravé, et non pas atténué, par l'intervention et la sollicitude internationales. Cette rencontre historique a puissamment contribué à recentrer l'attention du monde en faisant de l'instruction primaire de qualité la pierre d'angle de sa nouvelle campagne pour scolariser tous les enfants. Elle a permis de replacer l'éducation au cœur du développement.

Modèles pour l'éducation des filles. La Conférence de Jomtien et le mouvement Éducation pour tous auquel elle a donné naissance ont considéré qu'il importait d'établir la parité avec les garçons et de prendre des mesures spéciales pour scolariser les filles et les aider à terminer leur scolarité. On partait du principe que la campagne digne d'éloges en faveur de l'éducation pour tous réduirait automatiquement les disparités entre les garçons et les filles. En réalité, cela n'a pas été nécessairement le cas.

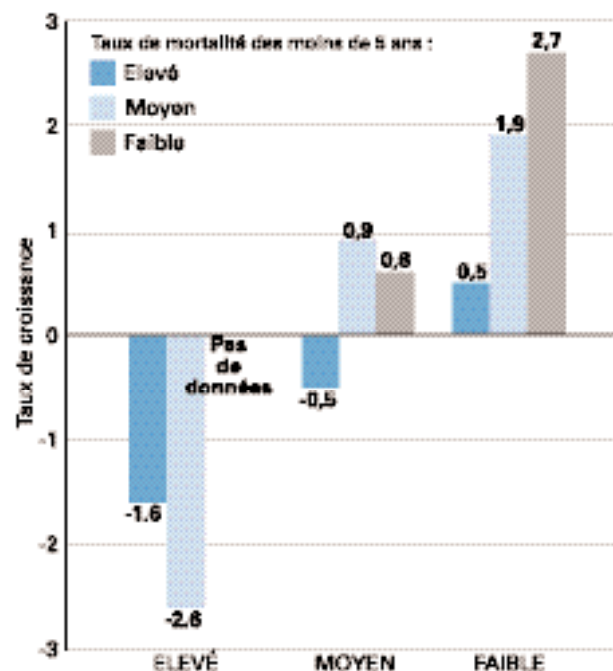
On peut considérer que le regain d'intérêt pour l'éducation des filles jusqu'à la fin des années 90 est dû à la confluence de deux mouvements décisifs en rapport avec les droits fondamentaux, à savoir le

mouvement en faveur des droits de l'enfant, qui n'a cessé de se développer à la suite de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant en 1989, et le mouvement des femmes, qui a abouti au Programme d'action adopté à l'issue de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing en 1995, programme traitant expressément des besoins et des droits des filles.

C'est en ce sens que l'on peut dire qu'il a fallu attendre jusqu'au XXI^e siècle pour que l'éducation des filles se voie reconnaître la prééminence qui est la sienne. Les preuves théoriques et programmatiques de son efficacité étaient connues depuis des années, assurément depuis la fin des années 80 et le début des années 90. Mais ce n'est qu'en 2000, au Sommet du Millénaire et lors du Forum mondial sur l'éducation tenu à Dakar, que la campagne en faveur de l'éducation des filles a cessé d'être confinée au secteur de l'éducation pour occuper le devant de la scène.

FIGURE 4 DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE PAR NIVEAU DE PAUVRETÉ MONÉTAIRE

(Taux de croissance annuel moyen du revenu par habitant, 1990-2000)



Elevé/moyen/faible se réfère au niveau de pauvreté monétaire.

Source : UNICEF, 'Synergies, cost-benefit analysis and child policies' (publication interne), UNICEF, Division des politiques et de la planification, Groupe des politiques mondiales, 2003.

Résistance

Au-delà de ces grandes orientations internationales, d'autres éléments ont empêché l'éducation des filles de retenir l'attention qu'elle mérite. Les croyances locales, les pratiques culturelles et les attitudes vis-à-vis des rôles assignés à chacun des sexes, déterminant par exemple la réponse à la question de savoir si l'instruction améliore ou réduit les chances d'une fille de se marier, peuvent incontestablement empêcher les filles d'aller à l'école²³. La résistance culturelle n'est pas toujours systématique dans tous les pays et peut varier selon les régions du pays considéré ou les groupes de population. Au reste, le rôle assigné au sexe diffère quelquefois selon l'âge de la vie; c'est le cas dans bien des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où l'on observe des différences importantes entre les premières années de l'enseignement primaire et la fin de l'adolescence.

Mais il semble que lorsque les parents s'opposent à ce que leurs filles aillent à l'école, ce n'est pas tant parce qu'ils sont convaincus que les filles n'ont pas besoin d'instruction que parce qu'ils craignent pour leur sécurité ou qu'ils ne peuvent se permettre financièrement de les y envoyer. Ils peuvent considérer qu'une école met la sécurité de leurs filles en danger ou que le trajet pour s'y rendre est dangereux ou trop long, les exposant aux agressions sexuelles ou à d'autres formes de violence. Trop souvent, les appréhensions des parents se vérifient.

Ils peuvent aussi considérer que si leur fille cesse d'aider aux travaux du ménage ou des champs, le revenu et la survie de la famille seront mis en péril. Une famille pauvre peut ne pas juger économiquement justifié à court terme de supporter le manque à gagner que représente la scolarisation d'une fille. C'est tout particulièrement le cas dans les pays qui ne sont pas ralliés à l'idée selon laquelle les femmes ont le droit d'exercer un emploi rémunéré ou de ceux où il existe très peu d'emplois pour les femmes instruites. Les décisions sur l'opportunité d'envoyer les filles à l'école sont souvent prises après analyse des coûts et des avantages pour l'ensemble de la famille²⁴.

La balle est alors dans le camp de l'offre – existence d'écoles sûres, accessibles et adaptées aux filles; possibilités d'emploi pour les femmes; informations pédagogiques pour les parents –, le problème ne tenant pas à une absence de demande d'éducation dans les familles. Peu de parents, en vérité, s'opposeraient à ce que leurs filles reçoivent une instruction si on leur donnait une explication convaincante des avantages qu'elle procure et si les obstacles matériels ou économiques existant au niveau local

ou familial avaient été levés. En Sierra Leone, par exemple, dans les régions où les communautés ont été formées à réfléchir ensemble à des questions d'intérêt commun, les parents, y compris ceux qui sont très pauvres, envoient à présent leurs filles à l'école²⁵. Lorsque le Gouvernement kényen a annoncé en 2003 la suppression des frais de scolarité, les écoles ont été prises d'assaut par 1,3 million d'enfants et d'adolescents qui en avaient auparavant été exclus. Près de la moitié de ces enfants étaient des filles. (Voir Encadré sur le Kenya et les frais de scolarité, page 35.)

L'impression que le problème principal n'est pas l'absence de demande d'éducation chez les enfants et leurs parents est confirmée par des sondages d'opinion effectués un peu partout dans le monde. Selon un sondage réalisé récemment à l'échelle mondiale par le Pew Research Center, 6 personnes interrogées sur 10 en Amérique latine et plus de la moitié des Africains considèrent que la médiocrité des écoles est un « problème national prioritaire »²⁶.

Lorsque l'institut de sondage Gallup International a interrogé plus de 50 000 personnes dans 60 pays, 86 pour cent d'entre elles ont rejeté l'idée selon laquelle l'éducation était plus importante pour les garçons que pour les filles²⁷. Dans le même esprit, une étude comparative récente de la Banque mondiale portant sur 23 pays a fourni des témoignages émouvants de parents de familles pauvres ne sachant pas trop s'ils allaient investir dans l'éducation de leurs enfants – et d'autres qui s'imposaient déjà de lourds sacrifices à cette fin²⁸.

Dans une vaste enquête menée auprès d'enfants et d'adolescents d'Asie orientale et du Pacifique, l'UNICEF a demandé à ceux qui n'allaient pas à l'école d'en indiquer la raison. Dix-neuf pour cent seulement ont répondu qu'ils ne voulaient pas aller à l'école ou n'aimaient pas l'école. Quelque 22 pour cent avaient quitté l'école pour pouvoir travailler. Si 43 pour cent ont indiqué qu'ils n'allaient pas à l'école faute d'argent, 22 pour cent ont invoqué la nécessité d'aider aux travaux du ménage et 4 pour

L'éducation sauve la vie des filles et des femmes et améliore leur existence. Elle favorise un développement plus équitable, renforce les familles, améliore les services, et fortifie les enfants.



cent ont dit qu'il n'y avait tout simplement pas d'école disponible²⁹.

Il convient également de se rappeler que la priorité qui s'est largement imposée dans la campagne *Dire oui pour les enfants*, était « Éduquer chaque enfant. » La campagne a permis de récolter près de 95 millions de votes de soutien auprès des adultes et des enfants du monde de 2001 à 2002.

Au vu de cette demande exprimée au niveau de la population locale, la principale « résistance culturelle » pourrait bien être la réticence de ces responsables nationaux et internationaux qui n'ont pas envie de faire de l'éducation une priorité et d'appliquer des mesures dont l'efficacité sur le terrain a pourtant été démontrée. La situation spéciale des filles et des femmes reste « invisible » pour bien des responsables, en majorité des hommes, et les projecteurs viennent tout juste d'être braqués sur la question de l'éducation des filles. Dans certains milieux influents, on continuera de pratiquer ouvertement la

discrimination et d'opposer une vive résistance à l'idée de donner des chances égales aux filles. Beaucoup d'hommes politiques, d'administrateurs ou de responsables de l'aide qui feignent d'appuyer les principes de l'égalité des sexes acceptent difficilement des programmes spécifiquement axés sur les différences entre les sexes et leur opposent une résistance passive en s'abstenant de les appliquer.

Toute campagne destinée à scolariser toutes les filles doit tenir compte du contexte local. Elle doit faire face sans ambages aux réalités de la discrimination fondée sur le sexe, où qu'elle se manifeste. La « culture traditionnelle » sert quelquefois d'excuse pour expliquer comment les résultats escomptés en matière d'éducation des filles n'ont pas été atteints³⁰. Cette excuse résiste de moins en moins à l'examen.

Les filles pauvres doublement menacées

Un récent rapport sur l'ampleur et la profondeur de la pauvreté chez les enfants vivant dans le monde

ENCADRÉ 4

Les filles « karatéka » de Bihar (Inde)

À première vue, le karaté n'a pas grand-chose à voir avec l'éducation des filles à Bihar, l'une des provinces indiennes les plus en difficulté, à en juger par les indicateurs de développement humain. Ces deux activités ont pourtant changé la vie de Lalita Kumari, 18 ans. Tout a commencé quand elle est allée au Jagjagi ou « centre d'éveil » local; une école accueillant des filles de 9 à 15 ans et des femmes de milieux défavorisés qui n'ont pas achevé le cycle d'enseignement primaire ou ne sont même jamais allées à l'école. Le centre propose des cours d'alphabétisation et de calcul de base, cinq jours par semaine à raison de quatre heures par jour. Le matériel pédagogique tient compte des spécificités des hommes et des femmes et est spécialement adapté aux conditions et aux problèmes locaux dans les domaines de la santé, de l'assistance juridique, des

questions concernant les femmes et de l'environnement.

Un jour, Lalita a été invitée à suivre un programme d'études de huit mois au Mahila Shiksan Kendra, un centre éducatif résidentiel accueillant des femmes et adolescentes qui savent à peine lire. Ce centre dispense un enseignement de base et un apprentissage de compétences pratiques et offre la possibilité de suivre ensuite des études secondaires. Le programme d'études se veut complet et privilégie l'acquisition d'une bonne image de soi. On apprend aux filles à développer des facultés analytiques qui les aideront dans des situations sociales ainsi que dans leur vie privée. Après avoir suivi le programme, les filles rentrent dans leur village et racontent dans un journal ce qui se passe lorsqu'elles mettent en pratique leurs nouvelles compétences.

L'objectif principal est de former en milieu rural un ensemble de femmes très motivées qui joueront un rôle de premier plan dans leur communauté.

Lalita a sauté sur la chance qui lui était offerte mais son père s'est opposé à ce qu'elle aille à l'école, sous prétexte que les filles devaient rester à la maison. Il était également farouchement opposé à l'enseignement du karaté dans le cadre du programme; il pensait que la réputation de sa fille serait compromise.

Lalita appartient à une caste généralement considérée comme « impure »; les femmes de Mahila Shiksan Kendra ont donc insisté sur la composante du programme « éducation à l'hygiène », présentée comme l'occasion de dissiper l'opprobre entourant la famille. Son père a ainsi été convaincu et Lalita a

en développement³¹ a conclu que quelque 135 millions d'enfant âgés de 7 à 18 ans ne reçoivent aucune instruction et que les filles ont 60 pour cent de chances de plus que les garçons (16 pour cent contre 10 pour cent) d'être ainsi « défavorisées en matière d'éducation » (voir Figure 5 : filles et garçons non scolarisés). Dans la pratique, les enfants qui sont privés d'éducation souffrent tous d'autres formes de dénuement. La forte disparité entre les sexes en matière d'éducation peut se traduire par une augmentation des risques que les filles courent de souffrir d'autres manifestations de la pauvreté, comme la privation de nourriture, d'eau potable, d'équipements d'assainissement, de soins, de logement ou d'information.

Qui plus est, même si les différences entre les sexes en matière d'éducation sont une réalité pour les pauvres comme pour les autres, elles sont nettement plus marquées pour les enfants vivant dans la pauvreté (12 pour cent des garçons et 17 pour cent des filles) que pour ceux qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté (3 pour cent des garçons et 5 pour cent des

filles). On voit que les filles sont doublement menacées : du fait de leur sexe et de leur pauvreté.

Un autre modèle de développement : l'approche multisectorielle reposant sur les droits fondamentaux

Il existe une autre approche du développement qui permettra aux filles d'exercer leur droit à l'éducation et à la communauté internationale de remplir ses engagements, et grâce à laquelle on peut maximiser l'effet multiplicateur des investissements dans l'éducation des filles : le modèle multisectoriel reposant sur les droits fondamentaux.

Les droits fondamentaux

L'action qui a débouché sur l'adoption de cette approche par l'Organisation des Nations Unies a été pilotée par l'UNICEF, dont l'activité et la mission découlent de deux traités fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, à savoir la Convention relative

achevé le programme en 2001, après être parvenue en cinquième année d'études, bien que son objectif soit d'aller jusqu'en dixième année.

« Je ne faisais que couper de l'herbe, aller chercher du bois, faire le ménage et la cuisine », raconte Lalita à propos de sa vie avant le programme.

« Aujourd'hui, j'enseigne le karaté à des groupes de 40 filles dans quatre Mahila Shiksan Kendra de Bihar et Jharkhand. »

Ce sentiment d'autonomie est une composante essentielle du succès du programme Mahila Samakhya (généralement traduit par « Éducation pour l'égalité des femmes »), qui, depuis 1992, fait intégralement partie du Projet d'éducation de Bihar. Quand le projet a été lancé, Bihar avait le taux d'alphabétisation des femmes le plus faible du pays (23 pour cent), pourcentage qui depuis est passé à 34 pour cent. Le programme Mahila Samakhya, qui bénéficie aujourd'hui à 2 063 villages de 10 districts de Bihar, reconnaît le rôle central que l'éducation peut jouer en ce qui concerne la promotion de l'égalité des femmes. Le programme vise à faire évoluer non seulement l'image que les femmes ont d'elles-mêmes mais également les

conceptions que la société a de leur rôle traditionnel.

La stratégie du programme Mahila Samakhya est axée sur les groupes locaux de femmes. On en dénombre aujourd'hui plus de 2 000, qui comptent en tout 50 000 membres. Leurs activités consistent aussi bien à aider les familles à pourvoir à leurs besoins élémentaires qu'à chercher à obtenir une influence dans la sphère politique. Au cours des dix dernières années, ces groupes ont notamment réussi à accroître la demande d'alphabétisation des femmes; à doter les femmes d'un meilleur statut et d'un plus grand rôle au sein des familles et des communautés et à faire élire des centaines de femmes aux organismes publics locaux, les Panchayati Raj.

L'une des principales priorités des groupes de femmes est de réussir à donner aux enfants, en particulier aux filles, des possibilités d'éducation; les centres proposent aux filles, qui sont quasiment toutes issues de milieux défavorisés, reconnus comme tels par le Gouvernement indien, un accès privilégié non seulement à l'éducation mais aussi à l'autonomie. Dans ces centres, les filles apprennent à prendre des décisions, à occuper des rôles de direction

et à définir des stratégies collectives en vue d'infléchir leur destinée. À cette fin, elles apprennent dans certains centres le karaté ou d'autres sports, dans le cadre d'un programme d'études intégré.

Lalita décrit la satisfaction que lui procure l'enseignement du karaté : « Au début, les filles ont peur de se casser une jambe, alors je les rassure et leur dis qu'elles ne courent aucun danger. Petit à petit, elles s'y mettent et disent qu'elles veulent être aussi fortes que moi. Cela me rend très heureuse. »

Les quatre frères aînés de Lalita n'apprécient pas du tout qu'elle enseigne le karaté et estiment qu'il est grand temps qu'elle se marie. Heureusement, son père est aujourd'hui son appui le plus important et approuve son mode de vie. Elle se conduit, dit-il, beaucoup mieux que tous ses autres enfants. Lalita se déplace même maintenant seule en bus entre les quatre centres Mahila Shiksan Kendra où elle enseigne.

« Il est arrivé que, dans le bus, des hommes essaient de me prendre ma place en me poussant et en me menaçant, sans savoir que je suis ceinture bleue », raconte-t-elle. « Le karaté m'a aidée à récupérer ma place. »

aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Depuis 1996, l'UNICEF s'inspire des principes inscrits dans ces deux traités en liant les droits des enfants aux droits des femmes dans tous ses programmes de coopération.

Dans ce contexte, il est entendu qu'il n'est pas possible de réaliser les droits des enfants au plan national ou mondial sans régler le problème de la discrimination sous toutes ses formes, en particulier la situation spécifique des filles et la discrimination fondée sur le sexe. Par ailleurs, lorsque les principes relatifs aux droits de l'homme que sont l'universalité, l'égalité, la non-discrimination et la participation sont appliqués aux approches économiques du développement, on obtient une croissance plus équitable, démocratique et durable pour tous.

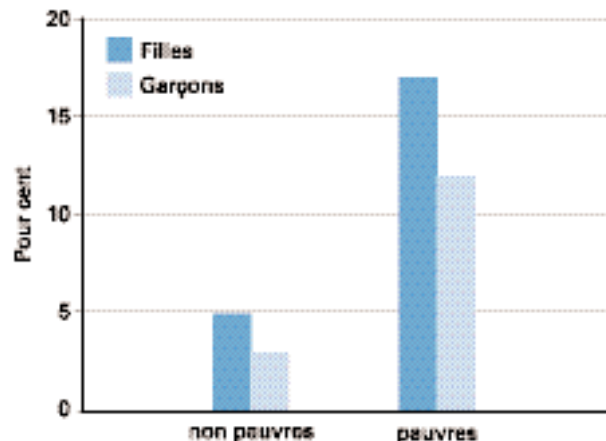
La dimension multisectorielle

Une bonne partie, certains diraient même la plus grande partie, des obstacles qui empêchent les filles de réaliser leur droit à aller jusqu'au bout de leur scolarité se trouvent loin de la salle de classe. Dans les villes sans accès à l'eau, dans les communautés assiégées par le VIH/SIDA et dans les familles prises au piège de la pauvreté, les filles sont souvent gardées à la maison pour aller chercher la nourriture quotidienne, s'occuper des frères et sœurs ou travailler comme domestiques. Face à de tels obstacles, aucun nouveau programme scolaire, aucun plan pédagogique respectueux des spécificités des sexes, aucun livre d'école adapté à la culture locale ne sera à même de les faire venir à l'école.

Les solutions doivent venir d'ailleurs, plus précisément de l'extérieur du cadre d'éducation traditionnel; elles doivent s'inspirer d'une démarche qui intègre la planification et l'action dans toute une gamme de secteurs. Par exemple, les interventions en santé et nutrition, bien que conçues au départ pour améliorer les chances de survie de l'enfant et d'une croissance saine, contribueront à de meilleures performances

FIGURE 5 UN DOUBLE DÉSAVANTAGE

% d'enfants de 7 à 18 ans qui ne sont jamais allés à quelque école que ce soit



Source : Gordon, D., et al., 'The Distribution of Child Poverty in the Developing World: Report to UNICEF' (version finale), Centre for International Poverty Research, Université de Bristol, Bristol, Juillet 2003.

scolaires. En offrant des repas à l'école, on améliore la nutrition de l'enfant, bien sûr, mais on l'incite à aller et à rester à l'école. Logiquement, et inévitablement, une approche multisectorielle se traduira par de meilleurs résultats pour l'éducation des filles.

Promesse

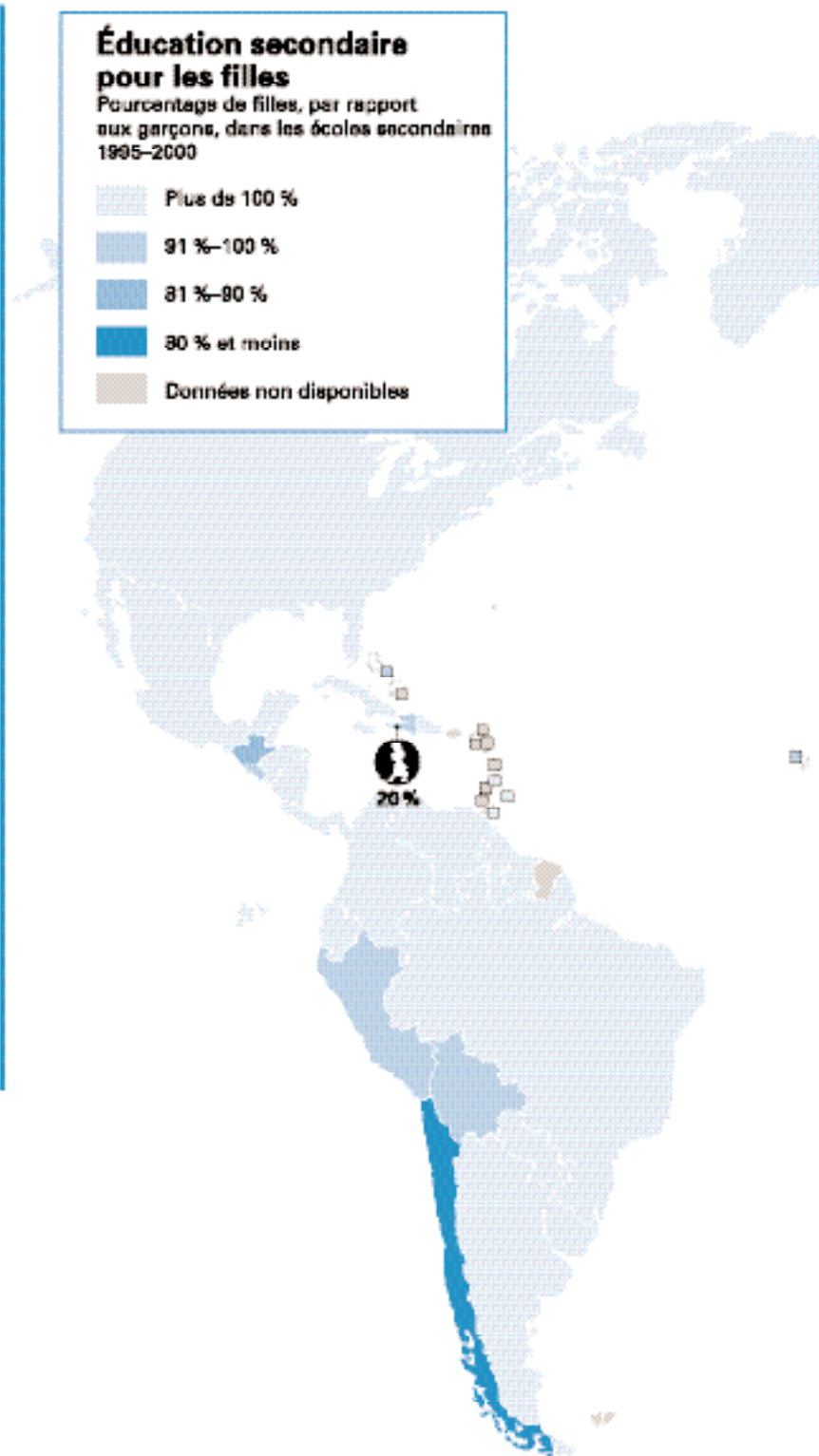
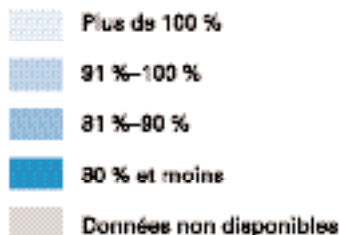
Les Objectifs de développement pour le Millénaire sont venus confirmer cette approche du développement davantage fondée sur les droits, plus complexe et mieux centrée sur l'être humain. Conformément à l'un de leurs principes fondamentaux, les objectifs établissent un lien entre les progrès dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la lutte contre la pauvreté et de l'environnement et le droit des filles à l'égalité en matière de scolarisation. Cette nouvelle démarche et ces objectifs sont riches de promesses pour la vie des filles et la destinée des nations.

Objectifs de développement pour le Millénaire

Pour assurer l'éducation primaire pour tous, il faut promouvoir l'égalité des sexes en matière d'éducation et l'autonomisation des femmes. Lorsque les portes de l'école s'ouvrent aux filles, tant les garçons que les filles peuvent y entrer.

Éducation secondaire pour les filles

Pourcentages de filles, par rapport aux garçons, dans les écoles secondaires 1995-2000



Achèvement du cycle primaire

Pourcentage d'enfants qui atteignent la cinquième année d'école primaire

Données 1995-2001

Sélection de pays

